

LE SOCIALISME EN DÉBAT

Jean Paul Legrand

I/ LE SOCIALISME COMME PROCESSUS HISTORIQUE

Le 40^e Congrès du Parti communiste français a réaffirmé que le dépassement du capitalisme demeure inséparable de la perspective d'une société socialiste. Cette orientation invite à reprendre, avec méthode et sans préjugés, l'étude des grandes expériences historiques du mouvement ouvrier. Il ne s'agit ni d'entretenir une nostalgie du passé, ni d'adhérer aux lectures qui réduisent l'effondrement de l'Union soviétique à la démonstration de « l'échec du socialisme ». Une démarche matérialiste conduit au contraire à analyser les contradictions concrètes qui ont traversé ces expériences, à distinguer ce qui relève des principes du socialisme de ce qui procède des choix politiques, des rapports de forces historiques et de la qualité de la direction révolutionnaire.

Le marxisme ne conçoit pas le socialisme comme un idéal qu'il suffirait d'appliquer. Marx et Engels n'ont jamais laissé le plan d'une société future. Ils ont élaboré une méthode scientifique permettant de comprendre le mouvement réel de l'histoire. Dans L'Idéologie allemande, ils écrivent que « le communisme n'est pas pour nous un état qui doit être créé, un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. » Cette formule est fondamentale. Elle signifie que la transformation révolutionnaire procède toujours des contradictions réelles d'une société donnée et non d'un modèle imaginé indépendamment des conditions historiques.

Chaque construction socialiste constitue ainsi une réponse particulière à une situation particulière. Elle dépend du niveau de développement des forces productives, de l'organisation du travail, de l'histoire nationale, de la culture politique, de la structure des classes sociales et des rapports internationaux. Si certains principes demeurent universels — la maîtrise sociale des principaux moyens de production, la primauté du travail sur le capital, la souveraineté populaire, la planification des choix essentiels et la limitation du pouvoir économique des grands groupes capitalistes — leurs formes concrètes ne peuvent être identiques d'un pays à l'autre. Le matérialisme historique exclut précisément l'idée d'un modèle unique du socialisme.

II/ L'ANALYSE CONCRÈTE DES SITUATIONS CONCRÈTES

Lénine résumait cette exigence par une formule devenue classique : « L'analyse concrète de la situation concrète est l'âme vivante du marxisme. » Cette affirmation conserve aujourd'hui toute sa portée. Une théorie révolutionnaire cesse d'être vivante lorsqu'elle transforme ses propres conclusions historiques en vérités intemporelles. Les contradictions évoluent, les formes du capitalisme se transforment, les technologies bouleversent l'organisation du travail, les rapports de classes se recomposent ; l'analyse marxiste doit donc, elle aussi, se renouveler en permanence.

Antonio Gramsci développera cette même idée sous un autre angle. Pour lui, une classe dirigeante ne conserve son rôle historique qu'à la condition de produire continuellement une nouvelle compréhension du monde. L'hégémonie n'est pas seulement économique ou politique ; elle est aussi intellectuelle et culturelle. Lorsqu'une direction politique cesse d'interpréter correctement les transformations de la société, elle perd progressivement sa capacité à orienter le développement historique. La crise devient alors non seulement économique, mais également idéologique.

Cette réflexion conduit à une conséquence importante : le socialisme ne peut être réduit à des institutions héritées d'une époque. Il doit être capable de penser les mutations permanentes des forces productives, de la science, des techniques, du travail, de la culture et des rapports internationaux. Sans cet effort constant de

renouvellement théorique, il risque de voir s'accroître l'écart entre les réalités nouvelles et les instruments politiques hérités du passé.

III/ L'EFFONDREMENT DE L'URSS : ÉCHEC DU SOCIALISME OU CRISE D'UNE EXPÉRIENCE HISTORIQUE ?

L'une des explications les plus couramment avancées affirme que l'Union soviétique se serait effondrée parce que le socialisme serait incapable, par nature, de satisfaire durablement les besoins matériels de la population. Cette interprétation est fréquemment présentée comme une évidence historique. Pourtant, elle demeure discutée. Les recherches consacrées à la fin de l'URSS montrent que les facteurs économiques, politiques, institutionnels, nationaux et internationaux se sont combinés de manière complexe. Réduire cet événement à une seule cause reviendrait à simplifier excessivement une réalité historique beaucoup plus nuancée.

Il est incontestable que l'économie soviétique connaissait des difficultés sérieuses : ralentissement de la croissance, insuffisances dans la production de biens de consommation, rigidités administratives, retards technologiques dans certains secteurs et bureaucratisation croissante de nombreux mécanismes de décision. Mais ces difficultés suffisent-elles à expliquer, à elles seules, la disparition de l'État soviétique ? Rien ne permet de l'établir de manière définitive. De nombreux États capitalistes ont traversé des crises économiques, sociales ou financières majeures sans que leur système politique disparaisse pour autant. La question mérite donc d'être posée autrement : les difficultés économiques étaient-elles la cause décisive de l'effondrement ou ont-elles été aggravées par une crise plus profonde de la direction politique, de la stratégie et de la capacité d'analyse du Parti ?

C'est cette seconde hypothèse qui mérite, elle aussi, d'être examinée avec rigueur. Elle ne consiste pas à nier les difficultés réelles rencontrées par l'Union soviétique, mais à s'interroger sur la manière dont elles ont été analysées, comprises et traitées. Autrement dit, la question n'est peut-être pas seulement celle des limites d'un système économique ; elle est aussi celle de la capacité d'une direction politique à renouveler son analyse, à faire évoluer ses méthodes et à répondre de façon créatrice aux contradictions nouvelles.

IV/ LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES : UNE QUESTION CENTRALE DU SOCIALISME

L'une des idées les plus profondes du matérialisme historique est que le développement des forces productives constitue le moteur fondamental de l'évolution des sociétés. Dans la Préface de la Contribution à la critique de l'économie politique (1859), Marx montre que les rapports de production doivent, à un moment donné, correspondre au degré de développement des forces productives. Lorsqu'ils deviennent un obstacle à leur développement, ils entrent en contradiction avec elles et ouvrent une période de transformation historique. Cette idée est au cœur de toute la conception marxiste du socialisme. Celui-ci n'est pas pensé comme une simple réforme de la répartition des richesses, mais comme un mode de production capable de libérer des potentialités que le capitalisme finit par entraver.

Cette approche conduit à récuser une conception du socialisme qui se limiterait à une politique de redistribution. Une société socialiste ne peut durablement répondre aux besoins de sa population que si elle produit davantage et mieux, si elle développe la recherche scientifique, l'industrie, les infrastructures, l'agriculture, les services publics, la qualification des travailleurs et les capacités d'innovation de l'ensemble de la société. Le progrès social dépend du développement des richesses réelles produites par le travail humain. Sans création de nouvelles richesses, la redistribution rencontre rapidement ses limites.

Marx soulignait déjà que le communisme ne pouvait être construit sur la base de la pénurie. Dans L'Idéologie allemande, il explique qu'un faible développement des forces productives ferait renaître inévitablement « la lutte pour le nécessaire » et, avec elle, les anciennes formes de domination. Autrement dit, le socialisme suppose un niveau de développement économique, scientifique et technique permettant de satisfaire des

besoins toujours plus élevés. Cette idée est souvent oubliée alors qu'elle constitue l'un des fondements de la pensée marxienne.

Lénine retrouvera cette préoccupation après la Révolution d'Octobre. Confronté au retard économique de la Russie, il insiste sur la nécessité d'élever la productivité du travail, de développer l'industrie moderne, l'électrification, la formation scientifique et l'organisation rationnelle de la production. Sa célèbre formule — « le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays » — ne résume pas seulement un programme technique ; elle exprime l'idée que la transformation socialiste exige une révolution des forces productives autant qu'une révolution des rapports de propriété.

Cette exigence demeure pleinement actuelle. Les forces productives du XXI^e siècle ne sont plus seulement constituées par les machines et les usines. Elles comprennent désormais la recherche fondamentale, l'intelligence artificielle, les technologies numériques, les biotechnologies, les nouveaux matériaux, la robotique, les infrastructures énergétiques, l'éducation, la santé, la culture, les réseaux de communication et, plus largement, l'ensemble des connaissances produites par la société. La maîtrise de ces domaines devient un enjeu décisif de souveraineté nationale et de développement humain. Une politique socialiste ne peut donc ignorer cette profonde transformation du contenu même des forces productives.

C'est dans cette perspective que s'inscrit, selon ses propres textes, la stratégie poursuivie par la République populaire de Chine. Depuis la politique de réforme et d'ouverture initiée par Deng Xiaoping, puis sous la direction de Xi Jinping, les autorités chinoises soutiennent que le développement des forces productives constitue la tâche centrale de la période historique actuelle. Le maintien de l'objectif socialiste ne dispenserait donc pas de mobiliser des formes économiques diversifiées dès lors qu'elles concourent, sous la direction politique du Parti, à renforcer les capacités productives, scientifiques et technologiques du pays.

Xi Jinping revient régulièrement sur cette idée en affirmant que « le développement est la clé pour résoudre tous les problèmes de la Chine » et que « l'innovation est la première force motrice du développement ». Dans son rapport au XX^e Congrès du Parti communiste chinois, il fait de l'autonomie scientifique et technologique, de l'innovation et de la montée en gamme industrielle des objectifs stratégiques de la modernisation socialiste. Cette orientation est présentée par les dirigeants chinois comme une application contemporaine du matérialisme historique : une société ne peut transformer durablement ses rapports sociaux si elle ne développe pas simultanément sa capacité de production, de recherche et de création.

Au-delà du cas chinois, cette réflexion soulève une question de portée générale pour toutes les forces qui se réclament du socialisme. La transformation sociale ne consiste pas seulement à transférer la propriété des grands moyens de production ; elle suppose également de créer les conditions d'un développement supérieur des forces productives. Cela implique une mobilisation de la science, de la technique, de l'éducation, de la recherche publique, de la formation professionnelle, de la coopération entre le monde du travail et celui de la recherche, ainsi qu'une planification démocratique capable d'orienter ces ressources vers la satisfaction des besoins sociaux plutôt que vers la rentabilité financière.

Le développement des forces productives ne peut cependant être réduit à une accumulation de technologies. Il dépend aussi de la place reconnue aux travailleurs dans le processus de production. Marx soulignait que le travail est la première force productive de la société. Dans une perspective socialiste, le progrès économique ne saurait être dissocié de l'élévation continue des qualifications, de l'initiative des salariés, de leur participation aux décisions, de la diffusion des connaissances et de l'élargissement de la démocratie dans l'entreprise comme dans la cité. La créativité collective devient alors elle-même une force productive.

Cette dimension rejoint une intuition développée par Antonio Gramsci. Pour lui, chaque époque historique appelle de nouveaux « intellectuels organiques », c'est-à-dire des femmes et des hommes capables

d'élaborer les connaissances correspondant aux transformations du travail et de la société. Une société socialiste ne peut donc se contenter d'administrer les acquis du passé ; elle doit devenir une société de recherche permanente, où la production d'idées nouvelles accompagne la production de richesses matérielles. Le développement des forces productives est inséparable du développement de l'intelligence collective.

Ainsi comprise, la question des forces productives conduit directement à celle de l'innovation théorique. Une société qui prétend transformer le monde doit être capable de comprendre un monde en transformation. La science de la société ne peut rester immobile lorsque changent les techniques, les formes du travail, les rapports internationaux et les besoins humains. C'est précisément sur ce terrain que se situe l'une des interrogations majeures soulevées par l'expérience soviétique : une société socialiste peut-elle continuer à développer ses forces productives si sa réflexion théorique cesse d'évoluer au même rythme que les réalités historiques ? C'est cette question qu'il convient maintenant d'examiner.

V/ LA CRISE SOVIÉTIQUE : UNE CRISE DE DIRECTION ET D'INNOVATION THÉORIQUE ?

Si l'on admet que le développement des forces productives constitue l'un des critères essentiels de la construction socialiste, la question de l'effondrement de l'Union soviétique ne peut être abordée de manière superficielle. Il ne suffit pas d'affirmer que « le socialisme a échoué » pas plus qu'il ne suffit d'attribuer la disparition de l'URSS aux seules pressions extérieures. Une démarche matérialiste exige d'étudier l'ensemble des contradictions économiques, sociales, politiques, idéologiques et internationales qui se sont accumulées au cours des dernières décennies de l'État soviétique.

L'Union soviétique a incontestablement accompli, en quelques décennies, une transformation historique sans précédent. D'un pays majoritairement rural, faiblement industrialisé et dévasté par la guerre civile, elle est devenue une grande puissance industrielle, scientifique et militaire. Elle a largement contribué à la défaite du nazisme, assuré l'accès universel à l'instruction, développé un système de santé étendu, réalisé des avancées majeures dans les domaines de l'énergie, de l'aéronautique, du nucléaire et de la conquête spatiale. Ces acquis ne peuvent être ignorés si l'on veut porter une appréciation équilibrée sur son histoire.

Cependant, les succès d'une période ne garantissent pas ceux de la période suivante. À partir des années 1970, plusieurs difficultés apparaissent ou s'accroissent : ralentissement de la croissance, essoufflement des gains de productivité, insuffisante modernisation de certains secteurs industriels, difficultés persistantes dans la production de biens de consommation, lourdeurs administratives et faible réactivité de nombreux mécanismes économiques. Ces phénomènes sont largement documentés, mais leur interprétation demeure discutée. Constituaient-ils les manifestations d'une impossibilité structurelle du socialisme ou révélaient-ils les limites d'un mode particulier de direction économique et politique ? La question reste ouverte.

C'est ici que la réflexion sur la direction politique devient décisive. Dans la tradition marxiste, un parti révolutionnaire n'est pas seulement un appareil administratif ; il est l'avant-garde politique et intellectuelle de la classe ouvrière. Sa responsabilité est d'analyser les contradictions nouvelles, d'élaborer les réponses adaptées et de maintenir un lien vivant entre la théorie et la pratique. Si cette fonction s'affaiblit, le risque est grand que les institutions continuent à fonctionner selon des schémas hérités alors même que les conditions objectives ont profondément changé.

Plusieurs auteurs, issus d'horizons politiques différents, ont ainsi souligné les effets de la bureaucratisation progressive de l'appareil soviétique. Il ne s'agissait pas seulement d'un problème d'organisation. Une bureaucratie tend à privilégier la stabilité des procédures, la reproduction des habitudes administratives et la conservation de ses propres équilibres. Or une société engagée dans une transformation permanente exige au contraire de l'initiative, de l'expérimentation, de la critique et une capacité constante à remettre en question les solutions devenues inadéquates.

Cette interrogation rejoint directement la réflexion de **Gramsci** sur l'hégémonie. Pour lui, une force politique ne demeure dirigeante que si elle conserve une capacité d'initiative intellectuelle. Lorsqu'elle cesse de produire les idées correspondant aux transformations de la société, elle perd progressivement son autorité morale et politique. La crise n'est alors plus seulement économique ; elle devient une crise de direction. Gramsci écrivait que « la crise consiste précisément dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître ». Cette formule éclaire la situation de nombreuses sociétés confrontées à des mutations profondes auxquelles leurs institutions peinent à répondre.

Dans cette perspective, la question essentielle devient celle du renouvellement de la théorie. Le marxisme n'a jamais prétendu fournir des réponses définitives pour toutes les situations historiques. Il est une méthode d'analyse du mouvement réel. Lorsque changent les formes de la production, les technologies, les structures du travail, les rapports internationaux ou les attentes sociales, l'analyse marxiste doit elle aussi progresser. Refuser cette évolution reviendrait à transformer une méthode scientifique en doctrine figée, c'est-à-dire à renoncer précisément à ce qui fait sa spécificité.

Les réformes entreprises sous la direction de Mikhaïl Gorbatchev illustrent les difficultés auxquelles était confrontée l'Union soviétique. La perestroïka et la glasnost visaient, selon leurs promoteurs, à moderniser le système économique et politique afin de lui redonner une nouvelle dynamique. Pour certains historiens, ces réformes représentaient une tentative lucide de sauver le socialisme soviétique. Pour d'autres, elles ont contribué à désorganiser les mécanismes de planification, à affaiblir les structures de l'État et du Parti, tout en ouvrant un processus politique qui échappa rapidement à ses initiateurs. Les débats demeurent vifs et il serait excessif de réduire ces événements à une explication unique.

Une autre dimension mérite également d'être prise en considération : le contexte international. L'Union soviétique faisait face à une compétition économique, technologique, militaire et idéologique de très haut niveau avec les États-Unis et leurs alliés. La course aux armements, les coûts de la défense, les évolutions des marchés mondiaux de l'énergie, les transformations de la révolution technologique et les tensions nationales à l'intérieur de l'Union ont constitué autant de facteurs qui ont pesé sur les choix des dirigeants soviétiques. Une analyse matérialiste ne peut isoler les facteurs internes des rapports de force internationaux dans lesquels ils s'inscrivent.

Pour autant, reconnaître l'importance de ces contraintes extérieures ne dispense pas d'examiner les responsabilités internes. Toute direction politique est jugée à sa capacité de répondre aux contradictions de son temps. Une société socialiste ne peut durablement se développer si elle cesse de faire vivre le débat théorique, d'encourager la recherche, de renouveler ses formes de participation populaire et d'adapter ses institutions aux évolutions des forces productives. Le risque est alors de voir apparaître un décalage croissant entre les transformations du réel et les instruments politiques chargés de les conduire.

L'effondrement de l'Union soviétique ne peut donc être interprété de manière univoque comme la démonstration de l'impossibilité du socialisme. Il peut aussi être étudié comme la crise d'un mode particulier de direction politique confronté à des mutations économiques, scientifiques et géopolitiques auxquelles il n'a pas su, ou pas pu, apporter des réponses suffisamment créatrices. Cette hypothèse n'épuise pas le débat historique, mais elle invite à déplacer la question essentielle : moins celle de la validité des principes du socialisme que celle des conditions politiques, théoriques et démocratiques de leur mise en œuvre.

Cette interrogation conduit naturellement à examiner une autre expérience historique qui, tout en se réclamant du marxisme, affirme avoir tiré des enseignements de la disparition de l'Union soviétique. C'est dans cette perspective que la trajectoire suivie par la Chine depuis la fin des années 1970 mérite d'être étudiée, non comme un modèle à transposer, mais comme une expérience dont les analyses et les choix stratégiques peuvent nourrir la réflexion sur les voies contemporaines de la construction socialiste.

VI/ LA CHINE : UNE RÉPONSE ORIGINALE À LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME AU XXI^e SIÈCLE

L'expérience chinoise occupe aujourd'hui une place singulière dans le débat international sur le socialisme. Que l'on partage ou non les analyses de ses dirigeants, il est difficile d'ignorer qu'elle constitue la plus importante expérience contemporaine conduite par un parti se réclamant du marxisme. Plus de quarante années de croissance économique soutenue, une industrialisation de très grande ampleur, une montée en puissance scientifique et technologique ainsi qu'une réduction considérable de la pauvreté ont conduit de nombreux chercheurs à s'interroger sur les fondements théoriques de cette trajectoire. La question n'est pas de savoir si cette expérience est transposable ailleurs ; elle est de comprendre comment ses dirigeants articulent le marxisme, le développement des forces productives et les réalités nationales.

La réflexion chinoise part d'un constat simple : le socialisme ne peut être construit indépendamment du niveau réel de développement économique d'un pays. Dès la fin des années 1970, Deng Xiaoping affirme que la Chine se trouve dans ce qu'il appelle le « stade primaire du socialisme ». Selon cette analyse, le pays doit d'abord développer puissamment ses forces productives afin de créer les bases matérielles d'une société socialiste plus avancée. Deng résume cette orientation par une formule souvent citée : « Le développement est la vérité absolue ». Il ne s'agit pas, dans sa pensée, de substituer le développement économique au socialisme, mais de considérer que celui-ci ne peut progresser durablement sans une base productive, scientifique et technologique de haut niveau.

Cette idée s'inscrit dans une lecture particulière de Marx. Les dirigeants chinois rappellent régulièrement que le matérialisme historique fait du développement des forces productives un facteur déterminant de l'évolution sociale. Ils estiment qu'une politique socialiste ne saurait se réduire à modifier les formes de propriété ; elle doit également accroître les capacités de production, favoriser l'innovation, élever le niveau de qualification des travailleurs, développer la recherche scientifique et garantir la maîtrise nationale des secteurs stratégiques. Dans cette perspective, les réformes économiques engagées depuis la fin des années 1970 sont présentées comme des instruments destinés à accélérer ce développement tout en maintenant le rôle dirigeant du Parti communiste et la maîtrise publique des principaux leviers de l'économie.

Sous la direction de Xi Jinping, cette réflexion est prolongée et approfondie. Dans de nombreux discours et dans les volumes de *La Gouvernance de la Chine*, Xi Jinping insiste sur le fait que le marxisme ne demeure vivant qu'à la condition de se développer avec son époque. Il affirme que « le marxisme ne peut révéler une vitalité toujours plus grande qu'en s'adaptant continuellement aux réalités de son temps ». Cette formule rejoint, sous une expression différente, l'idée de Lénine selon laquelle l'analyse concrète des situations concrètes constitue l'essence même de la méthode marxiste.

Xi Jinping accorde une importance particulière à ce qu'il appelle « l'innovation théorique ». Selon lui, aucune innovation pratique durable n'est possible sans innovation dans la manière de penser les transformations de la société. Les textes adoptés par le Parti communiste chinois soulignent ainsi que l'innovation théorique précède, oriente et nourrit l'innovation institutionnelle, scientifique, économique et technologique. Cette articulation entre théorie et pratique s'inscrit dans une longue tradition marxiste selon laquelle la connaissance du réel est une condition de sa transformation.

Dans son rapport au XX^e Congrès du Parti communiste chinois, Xi Jinping affirme que le Parti doit « poursuivre l'intégration des principes fondamentaux du marxisme avec les réalités concrètes de la Chine et avec les meilleurs éléments de la culture traditionnelle chinoise ». Cette formulation est importante. Elle signifie que les principes généraux du marxisme ne sont pas conçus comme un système clos, mais comme une méthode appelée à dialoguer avec une histoire nationale, une culture et un niveau déterminé de développement. Cette démarche n'est pas présentée comme une rupture avec le marxisme, mais comme une condition de son efficacité historique.

L'un des aspects les plus remarquables de cette réflexion réside dans la place accordée à la production théorique elle-même. En Chine, l'élaboration doctrinale n'est pas considérée comme une activité secondaire réservée aux universités. Elle est intégrée à l'exercice du pouvoir politique. Instituts de recherche, académies, écoles du Parti, universités et centres de prospective sont mobilisés pour analyser les mutations du capitalisme mondial, les transformations technologiques, les rapports internationaux et les nouvelles formes du travail. Quelles que soient les appréciations que l'on porte sur ce dispositif, il témoigne d'une conviction forte : un parti qui cesse de produire de la théorie finit par perdre sa capacité à diriger les transformations de la société.

Cette préoccupation rejoint d'ailleurs les analyses d'Antonio Gramsci. Celui-ci considérait qu'un parti révolutionnaire devait être un « intellectuel collectif », c'est-à-dire une organisation capable de produire en permanence une compréhension nouvelle du monde afin d'exercer une hégémonie politique et culturelle. Il ne suffit pas d'administrer un État ; encore faut-il comprendre les évolutions de la société avant les autres forces politiques. Sous cet angle, la réflexion chinoise sur l'innovation théorique retrouve une problématique ancienne du mouvement communiste : une direction politique ne peut demeurer révolutionnaire qu'en renouvelant constamment ses instruments d'analyse.

Il convient naturellement de souligner que l'expérience chinoise fait l'objet d'appréciations très diverses. Certains chercheurs estiment que l'importance accordée au marché, à l'entreprise privée et aux mécanismes concurrentiels conduit à s'éloigner du socialisme classique. D'autres considèrent au contraire que ces instruments sont utilisés dans un cadre où le pouvoir politique conserve la maîtrise des orientations stratégiques et où l'objectif affiché demeure la construction d'une société socialiste moderne. Ce débat est légitime et ne peut être tranché par des affirmations simplificatrices.

En revanche, un enseignement paraît difficilement contestable. Les dirigeants chinois ont fait de la capacité d'adaptation théorique un principe explicite de gouvernement. Ils considèrent que le marxisme ne peut rester vivant qu'à la condition d'analyser sans cesse les transformations des forces productives, de la science, des technologies, du travail, de l'environnement et des rapports internationaux. Cette exigence mérite d'être discutée par l'ensemble du mouvement communiste international, indépendamment des jugements portés sur les choix propres à la Chine.

La comparaison entre l'Union soviétique et la Chine ne conduit donc pas nécessairement à opposer deux modèles de socialisme. Elle invite plutôt à s'interroger sur une question plus fondamentale : comment une société engagée dans une transformation socialiste conserve-t-elle sa capacité d'innovation théorique, d'analyse scientifique et de renouvellement stratégique face aux mutations permanentes du capitalisme mondial ? C'est probablement autour de cette interrogation que se situent aujourd'hui les principaux défis de la pensée marxiste.

VII/ GRAMSCI, L'HÉGÉMONIE ET LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI PRODUCTEUR D'AVENIR

L'étude des expériences socialistes du XX^e siècle conduit à une question fondamentale : une transformation sociale peut-elle réussir durablement sans une bataille permanente des idées, sans une capacité d'élaboration théorique et sans une relation étroite avec les réalités concrètes du travail et de la production ? Cette interrogation place la pensée d'Antonio Gramsci au cœur de la réflexion contemporaine.

Gramsci apporte une contribution essentielle au marxisme en montrant que la domination d'une classe sociale ne repose jamais uniquement sur la possession des moyens de production ou sur le contrôle de l'appareil d'État. Elle repose également sur la capacité à imposer une vision du monde, des valeurs, des représentations et des catégories de pensée qui apparaissent comme naturelles. C'est ce qu'il appelle l'hégémonie. Une classe dirigeante ne gouverne durablement que lorsqu'elle parvient à construire un consentement social autour de son projet historique.

Cette analyse possède une importance particulière pour le mouvement communiste. Une force qui aspire à transformer la société ne peut pas seulement dénoncer les contradictions du capitalisme ; elle doit être capable de proposer une nouvelle lecture du monde, de produire des connaissances, d'élaborer des solutions concrètes et de devenir une référence intellectuelle pour les classes populaires et le monde du travail.

Pour Gramsci, la fonction d'un parti révolutionnaire ne se limite donc pas à l'organisation électorale ou institutionnelle. Le parti doit être un « intellectuel collectif ». Cette expression signifie qu'il doit unir l'expérience pratique des travailleurs, l'analyse scientifique, la réflexion théorique et la capacité d'élaborer une stratégie historique. La théorie n'est pas extérieure à la pratique ; elle est ce qui permet à la pratique de devenir consciente d'elle-même et de se transformer en force politique.

Cette conception rejoint profondément la réflexion de Marx sur le rôle du travail et de la connaissance. Dans le processus productif moderne, la science devient progressivement une force productive directe. Les grandes transformations industrielles, numériques et scientifiques montrent que la richesse d'une société dépend de plus en plus de sa capacité collective à produire, partager et utiliser des connaissances. Une perspective socialiste du XXI^e siècle ne peut donc pas seulement poser la question de la propriété ; elle doit également poser celle de la maîtrise démocratique des savoirs, des technologies et des choix scientifiques.

Cette question est particulièrement importante aujourd'hui. Le capitalisme contemporain connaît une nouvelle phase de concentration économique, financière et technologique. Quelques grandes firmes mondiales disposent d'un pouvoir considérable sur les données, l'intelligence artificielle, les infrastructures numériques, l'énergie ou les chaînes industrielles. La contradiction entre la socialisation croissante de la production et la concentration privée des décisions stratégiques demeure une contradiction centrale du capitalisme actuel.

Dans ce contexte, une pensée socialiste renouvelée doit être capable de répondre à des questions nouvelles : comment organiser la production à l'heure de l'automatisation ? Comment orienter l'intelligence artificielle vers les besoins humains plutôt que vers la seule rentabilité ? Comment articuler urgence écologique et développement industriel ? Comment redonner aux travailleurs un pouvoir réel sur les choix économiques ? Comment faire de la planification démocratique un outil moderne et non une simple reprise des formes administratives du passé ?

Ces questions montrent que le socialisme du XXI^e siècle ne peut être une répétition des expériences antérieures. Il doit être une construction nouvelle, enracinée dans les réalités présentes. Comme le rappelait Lénine, il faut partir de l'analyse concrète de la situation concrète. Comme le souligne Gramsci, il faut construire une nouvelle hégémonie culturelle. Comme l'affirment les dirigeants chinois contemporains, il faut développer une capacité permanente d'innovation théorique.

Cette exigence est d'autant plus importante que le monde du travail lui-même a profondément changé. La classe ouvrière industrielle traditionnelle demeure essentielle, mais elle coexiste désormais avec de nouvelles catégories de salariés : ingénieurs, techniciens, employés des services, travailleurs de la logistique, personnels de la santé, chercheurs, travailleurs du numérique, travailleurs indépendants dépendants des grandes plateformes. La question centrale n'est pas de figer une définition historique du salariat, mais de comprendre comment les transformations du travail recomposent les formes de l'exploitation et les possibilités d'une action collective.

Un projet socialiste contemporain doit donc replacer le travail au centre. Non pas seulement comme une catégorie économique, mais comme une réalité humaine, sociale et politique. Ce sont les travailleurs qui créent les richesses, développent les savoirs, font fonctionner les services essentiels et portent la capacité productive de la société. Une transformation socialiste authentique doit leur donner un rôle nouveau dans les décisions économiques, dans l'organisation de la production et dans les choix stratégiques du pays.

Cette question renvoie directement à la notion d'appropriation sociale. Celle-ci ne peut être comprise uniquement comme une nationalisation juridique. Elle suppose une véritable maîtrise collective des grandes orientations économiques. Une entreprise publique peut reproduire des logiques bureaucratiques si les travailleurs et les citoyens ne participent pas réellement aux décisions. À l'inverse, une démocratie économique approfondie peut devenir un levier majeur d'efficacité, d'innovation et de mobilisation des intelligences.

C'est ici que se rencontre l'ensemble des réflexions précédentes. Le socialisme ne peut être réduit à une forme particulière de propriété ou d'organisation administrative. Il est un projet de transformation globale des rapports sociaux, fondé sur une idée centrale : les capacités créatrices de l'humanité doivent être libérées de la domination du capital afin d'être orientées vers les besoins collectifs.

L'expérience soviétique rappelle le danger d'une séparation entre les objectifs proclamés et la capacité réelle d'adaptation. L'expérience chinoise met en avant l'importance accordée au développement des forces productives et à l'innovation théorique. La pensée de Gramsci rappelle qu'aucune transformation durable ne peut réussir sans bataille culturelle et intellectuelle.

Ces enseignements convergent vers une même conclusion : une société qui veut changer le monde doit être capable de se transformer elle-même en permanence. Elle doit développer ses connaissances, renouveler ses analyses, écouter les réalités du travail, associer les citoyens aux décisions et produire une vision d'avenir capable de devenir une force collective.

Le socialisme n'est donc pas seulement une question de programme économique. Il est aussi une question de connaissance, de culture, de démocratie et de capacité créatrice. Sa réussite dépendra de la faculté des forces qui le portent à redevenir des forces d'intelligence collective capables de comprendre le présent pour construire l'avenir.

VIII/ QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LE PCF ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE AU XXI^e SIÈCLE ?

L'étude des expériences socialistes du XX^e siècle ne doit pas conduire à choisir entre deux attitudes également insuffisantes : la condamnation globale qui ferait de ces expériences la preuve définitive de l'impossibilité du socialisme, ou l'idéalisation qui empêcherait d'en analyser les contradictions et les limites. Une démarche marxiste consiste au contraire à considérer l'histoire comme un champ d'expériences dont il faut tirer des enseignements. Comme le rappelait Marx, les hommes font leur propre histoire, mais ils la font dans des conditions déterminées qu'ils n'ont pas choisies. Comprendre ces conditions est la première exigence d'une politique révolutionnaire.

Pour le mouvement communiste français, la question centrale aujourd'hui n'est donc pas de reproduire une expérience étrangère, qu'elle soit soviétique, chinoise ou autre. Le socialisme français ne pourra être que le produit des réalités concrètes de la France : son histoire sociale, ses traditions républicaines, son tissu industriel, son niveau scientifique et culturel, son organisation du travail, ses territoires et les aspirations populaires qui s'y expriment. Fidèle à la méthode marxiste, il doit partir du réel pour construire une stratégie de transformation.

Cette exigence conduit à replacer le monde du travail au centre de la réflexion politique. Une société socialiste ne peut être construite en dehors de ceux qui produisent les richesses. La question du travail n'est pas un thème parmi d'autres ; elle constitue le point d'ancrage matériel de toute transformation sociale. L'industrie, les services publics, la recherche, l'énergie, l'agriculture, les transports, la santé, l'éducation et les nouvelles technologies sont autant de secteurs où se joue aujourd'hui la capacité d'un pays à maîtriser son avenir.

Or le capitalisme contemporain révèle une contradiction majeure : jamais la production n'a été aussi socialisée, aussi dépendante du travail collectif, des connaissances partagées et des infrastructures communes ; jamais pourtant les décisions stratégiques n'ont été autant concentrées entre les mains d'intérêts financiers privés. Les grands choix industriels, énergétiques, technologiques ou commerciaux échappent souvent aux citoyens et même aux travailleurs qui en subissent pourtant les conséquences.

C'est précisément cette contradiction qui donne une actualité nouvelle à la question de l'appropriation sociale. Celle-ci ne doit pas être comprise comme une simple extension de la propriété publique administrative. Elle doit signifier une véritable maîtrise collective des orientations essentielles de la production : quelles richesses produire ? Pour quels besoins ? Avec quelles technologies ? Selon quelles exigences écologiques ? Avec quelle place donnée aux salariés dans les décisions ?

La perspective socialiste du XXI^e siècle doit donc articuler trois dimensions inséparables : développer les forces productives, démocratiser les décisions économiques et orienter la production vers la satisfaction des besoins humains. Sans développement économique, il n'y a pas de progrès social durable. Sans démocratie économique, il n'y a pas d'appropriation réelle. Sans finalité humaine, le développement productif risque de reproduire les logiques de domination du capital.

Cette approche implique également de renouveler la conception de la planification. L'expérience soviétique a montré les limites d'une planification trop centralisée et insuffisamment démocratique. Mais les crises contemporaines du capitalisme montrent aussi les limites d'une économie abandonnée aux seuls mécanismes du marché. Les défis du XXI^e siècle — changement climatique, transition énergétique, réindustrialisation, intelligence artificielle, souveraineté alimentaire et sanitaire — nécessitent des choix collectifs de long terme qu'aucune logique de rentabilité immédiate ne peut garantir.

La question n'est donc pas de revenir aux formes anciennes de planification, mais d'inventer une planification démocratique, appuyée sur la science, les territoires, les travailleurs, les citoyens et les institutions publiques. Elle doit être capable d'orienter les investissements, de coordonner les capacités productives et de préparer l'avenir.

Cette ambition suppose également une profonde bataille culturelle. Gramsci nous rappelle qu'aucune transformation sociale ne peut réussir sans construire une nouvelle hégémonie intellectuelle. Les forces progressistes doivent être capables d'expliquer le monde, de produire des analyses, de former des militants, de dialoguer avec les chercheurs, les ingénieurs, les salariés et les citoyens. Une organisation politique qui cesse de produire de la pensée finit inévitablement par subir les idées dominantes.

Cette question est particulièrement importante pour le PCF. Son histoire montre qu'il a toujours été le plus fort lorsqu'il associait l'action sociale, la présence dans les entreprises, l'élaboration théorique et la capacité à proposer des réponses concrètes aux grands défis nationaux. La reconstruction d'une perspective socialiste passe nécessairement par un retour offensif vers les lieux où se crée la richesse : les entreprises, les ateliers, les bureaux, les laboratoires, les services publics, les territoires populaires.

Il ne s'agit pas d'opposer la bataille institutionnelle et la bataille sociale. Il s'agit de comprendre que la transformation politique durable repose sur une articulation entre représentation démocratique et intervention populaire. Un parti révolutionnaire ne peut être seulement une force électorale ; il doit redevenir une force d'intelligence collective capable d'organiser l'expérience des travailleurs et de construire avec eux des propositions de transformation.

Dans cette perspective, la question théorique redevient essentielle. Le marxisme ne peut être réduit à la répétition de formules héritées. Il doit être capable d'analyser le capitalisme financiarisé, la révolution numérique, l'intelligence artificielle, les nouvelles formes d'exploitation, les mutations géopolitiques et les

défis écologiques. La fidélité à Marx ne consiste pas à répéter Marx dans les conditions du XIX^e siècle ; elle consiste à utiliser sa méthode pour comprendre le XXI^e siècle.

C'est probablement l'un des enseignements majeurs que l'on peut tirer de la comparaison entre les expériences soviétique et chinoise. La question décisive n'est pas seulement celle des institutions économiques mises en place à un moment donné. Elle est celle de la capacité d'une direction politique à apprendre, à expérimenter, à corriger ses erreurs, à renouveler sa pensée et à maintenir un lien permanent avec les transformations de la société.

Le socialisme du XXI^e siècle ne sera donc pas la répétition d'un modèle historique. Il sera une création nouvelle, issue des contradictions du capitalisme contemporain et construite par des peuples disposant de leurs propres traditions, de leurs propres institutions et de leurs propres capacités d'innovation.

Pour le PCF, la tâche historique pourrait se résumer ainsi : redevenir une force qui pense le monde pour contribuer à le transformer. Cela suppose de remettre au premier plan trois exigences inséparables : une analyse scientifique du capitalisme contemporain, une présence organisée dans le monde du travail et une capacité permanente d'élaboration théorique.

Car l'enjeu fondamental demeure celui formulé par Marx : comprendre le monde pour agir sur lui. Le socialisme n'est pas une promesse abstraite située dans un avenir indéterminé ; il est une démarche historique qui se construit par la lutte, la connaissance, la démocratie et la capacité collective des femmes et des hommes à devenir les acteurs conscients de leur propre avenir.

C'est à cette condition que la perspective socialiste peut retrouver une force nouvelle : non comme un retour au passé, mais comme une réponse créatrice aux contradictions inédites du capitalisme du XXI^e siècle.